

des nouvelles de BEDE...

[septembre 2008

Biodiversité : Echanges et Diffusion d'Expériences

édito]

Au XXI^{ème} siècle, la faim n'est pas une fatalité. Logée au cœur de l'abondance et de projets farameux, elle révèle une volonté politique au mépris des droits humains. La crise alimentaire de ces derniers mois accentue la pression sur les agricultures paysannes, support nourricier des communautés rurales. Pourtant, depuis des siècles, ces communautés résistent en parvenant à produire de manière durable, dans le respect de l'environnement et sur les terroirs les plus hostiles à l'agriculture -zones arides, sols salés, montagnes, régions inondables- des variétés locales adaptées, grâce au contrôle de leurs semences et à la transmission de leurs savoir-faire. Dans les villages et les régions se créent des coalitions pour défendre ces pratiques de souveraineté alimentaire contre les politiques publiques dévoyées. *Dans le même temps, des programmes alarmants se mettent en place* -agrocarburants, privatisation du foncier et des semences, cultures OGM- *sous la pression d'intérêts financiers.* Sans aucune écoute et sans aucun dialogue avec les petits paysans, une cohorte d'intérêts technoscientifiques, industriels et économiques s'organisent pour mettre en œuvre une Nouvelle Révolution Verte en Afrique. Or des décennies de libéralisation du marché n'ont jamais eu aucun effet bénéfique sur les affamés. Tout au contraire, elles accentuent la précarité des campagnes et le nombre des exclus. Alors plutôt que de répéter les échecs du passé, il y a mieux à faire en explorant les voies du participatif dans l'élaboration des politiques alimentaires, en y incluant les visions holistiques des paysans, et en prenant en compte les solutions qu'ils mettent en œuvre.

BEDE

projet agricole, projet de société

47, place du Millénaire
34000 Montpellier
tél./fax 04 67 65 45 12
e-mail bede@bede-asso.org
site www.bede-asso.org

Manifestations scientifiques et culturelles sur les OGM en Languedoc-Roussillon

En 2007, les cultures d'OGM couvrent près de 100 millions d'hectares dans le monde et ne cessent de s'étendre. En Europe, en France, les opinions publiques sont majoritairement inquiètes et opposées à la présence d'OGM dans leur assiette ou dans leurs champs. Directives européennes et lois nationales sont adoptées dans un sentiment de méfiance et d'impuissance face à des questions jugées trop complexes et dont les enjeux demeurent flous.

Dans l'Union Européenne, des régions, dont la région Languedoc Roussillon, marquent leur opposition et se déclarent "Région sans OGM" en signant la charte de Florence.

En France, suite au Grenelle de l'environnement, la clause de sauvegarde sur le seul maïs autorisé à la culture en Europe (le MON810) a été activée en février, gelant ainsi les cultures d'OGM au moins pour cette année. Mais en même temps, un projet de loi très contesté vient d'être voté en mai, après des épisodes politiques très agités qui montrent la complexité et l'importance du sujet.

BEDE développe depuis plusieurs années un programme pour faciliter la démocratisation de ce débat sur les OGM qui a été longtemps perçu comme un débat de spécialistes. C'est dans ce cadre qu'ont été organisées des manifestations scientifiques et culturelles sur les OGM, soutenues par la région Languedoc-Roussillon et des associations locales. Elles consistent à présenter dans un même lieu, sur une journée, trois événements culturels et scientifiques complémentaires : une exposition pédagogique, "Les OGM en questions" proposée à des élèves de collège et de lycée, une conférence/débat et un spectacle de théâtre, une comédie intitulée "Le Pêché ogémique", jouée par la troupe professionnelle Carpe Diem & Cie .

Les manifestations ont accueilli de 100 à 200 participants, et ont touché un public très large : à Castries en janvier 2007 en collaboration avec la Mairie de Castries, les élus étaient de la partie, à Olargues en août 2007 avec l'association Cebenna le cadre du festival Sceno'vertes offrait le décors, à Montpellier en septembre 2007 le public était militant avec la Confédération Paysanne qui mobilisait autour d'un procès dans lequel des dirigeants de Monsanto étaient mis en examen pour contamination illégale et volontaire de semences génétiquement modifiées. A Clapiers en mai 2008 au moment du vote à l'Assemblée, ce sont les associations locales (ATTAC Pic Saint Loup, Stop OGM 34) qui souhaitaient un débat sur les conséquences de la loi.

Chaque conférence a été adaptée aux demandes des co-organisateur et du public et a abordé des sujets différents.

L'exposition, réalisée avec l'Académie de Montpellier, particulièrement adaptée pour un public lycéen, a donné une information transversale sur le sujet de façon pédagogique, avec une validation des connaissances testée par un Quizz.

Quant à la pièce de théâtre, elle a été sans conteste l'événement le plus apprécié parce qu'elle est drôle, accessible à un large public et qu'elle permet d'aborder ce thème complexe de façon ludique et engagée.

Pièce de théâtre "le Pêché Ogémique", par la compagnie Carpediem et Cie

Contact : Théâtre Péle-Mèlle - 171, rue Jean-Michel Savigny - 69400 Villefranche sur Saône

Tél. 04 74 07 16 19 (répondeur) - e-mail : info@theatrepelemele.fr



BEDE a traduit]

[A qui profite la récolte ? La politique de certification des semences biologiques]

GRAIN, janvier 2008

<http://www.grain.org/m/?id=168>

[Des "fissures" dans la caverne : l'inauguration de Svalbard ne fait pas l'unanimité]

GRAIN, mars 2008

http://www.grain.org/articles_files/atg-15-fr.pdf

La "Global Seed Vault", la Caverne des semences mondiales, creusée dans l'île gelée de Svalbard en Norvège est malheureusement le dernier acte d'une stratégie plus vaste qui vise à faire du stockage *ex situ* (hors sites) dans des banques de semences l'approche dominante pour la conservation de la diversité des plantes cultivées.

[Démocratiser la gouvernance des systèmes alimentaires : les citoyens repensent la recherche agricole pour le bien collectif]

Atelier de planification et de méthodologie : 19-24 novembre 2007, Monte Saraz, Portugal, IIED, mars 2008

Ce rapport rend compte des présentations, des débats, des activités et des propositions de l'atelier de travail organisé par l'IIED qui a réuni pendant une semaine différents acteurs de plusieurs endroits du monde autour d'un programme de recherche-action dont l'objectif principal est de chercher à identifier et à explorer les moyens de démocratiser la gouvernance des systèmes alimentaires au niveau local, national et international. Ce processus délibératif se penche sur le rôle des citoyens (producteurs et consommateurs) dans l'établissement d'un système de recherche agroalimentaire qui soit démocratique et responsable devant la société dans son ensemble. Plus spécifiquement, l'approche méthodologique cherche à faciliter la mise en forme participative d'une recherche agricole alternative, menée par des agriculteurs et des citoyens.

Promouvoir une agriculture paysanne écologique et solidaire en Europe

Les politiques agricoles européennes soutiennent l'industrialisation de l'agriculture provoquant exode rural et désertification des campagnes. Après des décennies de "modernisation", le phénomène ne diminue pas. Dans l'Union Européenne, aujourd'hui, une ferme disparaît chaque minute.

Parallèlement, la biodiversité agricole diminue aussi. Selon la FAO (Food and Agriculture Organization), environ 75% de la diversité génétique des plantes agricoles auraient disparu des champs au cours du XXe siècle.

La biodiversité cultivée est directement liée à la vitalité de la société rurale qui l'entretient. C'est aussi ce que souligne un paysan de l'Association Quarantina qui cultive une ancienne variété de pomme de terre dans les montagnes de la Ligurie (Italie) "Avant de penser à conserver les variétés paysannes, il faut commencer par conserver les paysans dans leur environnement !".

En réaction, une mobilisation s'est développée en Europe pour la renaissance des semences paysannes et la conservation de la biodiversité à la ferme. La dynamique orientée vers la protection et le développement d'un patrimoine vivant et culturel s'est construite à partir des mouvements d'agriculture biologique et biodynamique et s'est amplifiée lorsque les risques de contamination liés à la dissémination des plantes génétiquement modifiées (PGM) sont devenus probants. La diminution, voire l'absence, des choix offerts par les entreprises de semences adaptées à une agriculture biologique a contribué à convaincre de nombreux petits agriculteurs de la nécessité de retrouver semences et savoirs perdus.

En 2006-2007, BEDE a organisé avec des paysans français des visites pour documenter cette renaissance des semences paysannes dans plusieurs pays d'Europe. Le travail a été conduit en collaboration avec douze organisations : de France (Réseau Semences Paysannes, Inf'OGM), de Bulgarie (Agrolink), d'Espagne (Red de Semillas, EHNE, Asemblea Pagesa de Catalunya), d'Italie (Rete Semi Rurali, Centre International Crocevia), du Portugal (Cohor Para Semeiar), de Roumanie (Federation National Agriculture Ecologique, InfOMG)

L'ensemble des échanges qui ont eu lieu au cours des voyages en Europe montre que la conservation de la biodiversité cultivée n'est pas simple. Et la législation européenne constitue clairement un obstacle à ce qui représente un enjeu fondamental pour l'avenir de l'agriculture. Cependant, de nombreuses initiatives de conservation *in-situ* obtiennent des résultats très positifs et permettent de valoriser les variétés locales et les pratiques traditionnelles. La préservation de variétés anciennes peut devenir un atout pour l'agriculteur, car c'est un moyen de diversifier et de valoriser son activité. Faire vivre la biodiversité agricole peut permettre d'initier une nouvelle dynamique au sein du paysage rural européen. Les voyages ont montré l'efficacité des organisations collectives pour la sauvegarde des variétés anciennes, et la multiplication des partenariats entre institutions de conservation *ex-situ* et paysans ne pourra qu'enrichir la gestion de la biodiversité cultivée. Plusieurs chercheurs ont d'ailleurs manifesté leur ouverture et souhaitent accueillir des agriculteurs au sein de leurs projets. En travaillant sur la conservation à la ferme, les chercheurs tiennent ainsi aussi compte des pratiques traditionnelles associées à ces semences.

"Promouvoir une agriculture paysanne écologique et solidaire en Europe", BEDE - 2008.

Brochure disponible en français, anglais, bulgare, espagnol, italien, portugais, roumain.

Elle est accompagnée d'un CD-rom comprenant : un ensemble d'articles de presse rendant compte des voyages en Europe ; des lexiques apportant un vocabulaire de base sur les thèmes traités dans la brochure dans 5 langues ; des textes législatifs concernant les semences, les OGM et les normes sanitaires ; et un diaporama de photos. Soutenu par la Fondation de France, la Fondation pour le Progrès de l'Homme, et la Fondation Un Monde par Tous. Les voyages d'échanges ont reçu le soutien du Programme Leonardo Da Vinci (UE).



Semences paysannes, fondement de la souveraineté alimentaire en Afrique

La crise alimentaire surgit partout dans le monde et les mouvements de la société civile réclament des gouvernements qu'ils déclarent un état d'urgence. Les causes de cette crise sont connues et dénoncées depuis de longues années par les organisations paysannes et citoyennes. Une des causes est la perte de l'autonomie des paysans dans leurs choix agricoles et alimentaires. La privatisation des semences, qui crée une dépendance accrue aux variétés du commerce, non adaptées ou non reproductibles comme les hybrides, fait partie du problème. Les institutions internationales et les gouvernements qui ont soutenu pendant de longues années des politiques agricoles "visionnaires" de cultures d'exportation, tout en inondant les marchés locaux d'aliments importés, issus de cultures industrielles subventionnées, commencent timidement à se rendre à l'évidence que la sécurité alimentaire des campagnes passe par des agricultures familiales vivrières vivantes. Des solutions libérales à la crise sont proposées, favorisant le secteur privé à travers des programmes ambitieux comme celui de l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA) qui inclut la large diffusion des semences "améliorées" par la recherche et nécessitant plus d'engrais et de pesticides. Ces fausses solutions ne sont pas nouvelles, elles répèteront les échecs historiques des révolutions technologiques qui ont contribué à la tragédie de la perte de la biodiversité locale, des savoirs associés et finalement à l'éviction des communautés paysannes du contrôle de leur nourriture.

Des éléments pouvant contribuer à élaborer une politique plus appropriée en matière de semences ont été proposés lors des échanges de l'atelier international sur la privatisation des semences de Bamako organisé en février 2007 par la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali avec la collaboration des organisations européennes BEDE et ILED. Organisé comme événement préparatoire au Forum international sur la souveraineté alimentaire de Nyéléni, l'atelier a réuni des membres d'organisations paysannes de 17 pays, principalement d'Afrique de l'Ouest, mais également d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe, avec un double objectif : 1/ Essayer de mieux comprendre comment est confisqué aux paysans leur droit de conserver et de ressemer leurs semences par le biais des réglementations et des lois ; 2/ Proposer des instruments collectifs pour renforcer les droits et le contrôle des paysans et paysannes sur leurs semences.

Lamine Biaye, président de l'ASPSP - Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes - et Abdoulaye Sarr, président de PRABIOC - Praticien Bio Conseil - pour l'agroécologie au Sénégal ont été invités à se rendre en mai 2008 à Bonn pour participer à la rencontre Planète Diversité, Forum citoyen en marge des négociations de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Chemin faisant pour l'Allemagne, les représentants sénégalais se sont arrêtés à Montpellier, d'où ils ont été accompagnés par BEDE pour visiter plusieurs expériences paysannes du grand sud de la France sur des sujets qui intéressent leurs systèmes agricoles : gestion de la biodiversité cultivée, production et diffusion de semences, notamment les semences potagères, apiculture, valorisation des produits issus de l'agro-écologie par la transformation et les circuits courts de commercialisation, gestion de l'eau, de l'énergie solaire... Un carnet de voyage et un petit montage vidéo sont en cours de réalisation.

Le compte-rendu publié dans une brochure en français et en anglais, illustre et justifie les points principaux de la Déclaration finale de l'atelier international sur la privatisation des semences, en reprenant l'essentiel des communications des participants. Conçu comme un outil de communication pour une large diffusion de l'information et des débats, le document écrit est complété par un CD qui permet d'accéder en détails aux échanges de l'atelier, avec des enregistrements audio des interventions, des présentations de diaporamas et des séquences vidéo. Des documents de fonds sont également archivés. Une pluralité d'initiatives de communautés locales et de réseaux d'organisations sont mises en valeur, plaçant la semence paysanne au cœur du dispositif de souveraineté alimentaire.

"Semences paysannes, fondement de la souveraineté alimentaire en Afrique"

CNOP, BEDE, ILED - août 2008.

Document disponible en français et en anglais.

Avec le soutien de : AFUP Mali, DDC Mali (Coopération Suisse), DGIS (Coopération Néerlandaise), MISEREOR, OXFAM-Novib, USC.



(BEDE a participé

(Formation)

17 mars 2008 - Agribio Alpes-Maritimes.
Intervention de Nordine Boulahouat (Chargé de mission BEDE) dans le cadre d'une formation sur les techniques d'irrigation souterraine économes en eau.

(Conférence "Conserver les plantes menacées : un nouvel enjeu pour les jardins botaniques au XXI^{ème} siècle")

23 mars 2008 - Primavera
Avec Michel Chauvet, Christian Sunt et Robert Ali Brac de la Perrière.

(Conférence "Les Biotechnologies végétales dans l'agriculture")

11 avril 2008 - CEBENNA, Antenne de la Maison Départementale de l'Environnement, Olargues.
Animée par Robert Ali Brac de la Perrière.

(Conférence-débat "Demain l'agriculture durable : avec ou sans OGM ?")

13 avril 2008 - Maison Départementale de l'Environnement de Restinclières - avec Robert Ali Brac de la Perrière et Philippe Joudrier, Président du Comité d'experts en Biotechnologie à l'AFSSA.

(Congrès mondial "Planet Diversity")

du 12 au 16 mai 2008 - Bonn (Allemagne)
<http://www.planet-diversity.org/fr/accueil.html>
Durant cinq jours, pendant les négociations de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique, "Planète Diversité" a réuni des représentants de mouvements de base, locaux et régionaux, et les institutions, qui travaillent sur les innovations alimentaires et agricoles basées sur la diversité culturelle et biologique.

(Assemblée Générale de l'APIEU)

(Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain) - 15 mai 2008
Intervention de Robert Ali Brac de la Perrière sur l'évolution de l'agriculture vers les OGM.

(Débat "La fin de la faim avec ou sans OGM ?")

5 juin 2008 - Salle des rencontres de Brissac.
Organisé par Rajol, le Foyer rural de Brissac et ATTAC Cévennes Sud
Animé par Robert Ali Brac de la Perrière et Christophe Brugidou, Directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)

Des nouvelles sources de financement pour une approche globale du vivant

La vision mécaniste du vivant a conduit la recherche à des approches fragmentaires, tant en terme d'analyse et d'identification des problèmes à résoudre que sur la façon de les résoudre. On a ainsi abandonné les visions plus globalisantes ou analogiques pour passer en quelques décennies d'une amélioration progressive du système paysan à une amélioration des parties du système, la caricature étant de vouloir changer un gène pour améliorer un système global.

Malheureusement, le paradigme dominant, analytique et réductionniste, conditionne les financements octroyés pour la recherche sur le vivant. Il permet en outre un découpage en briques élémentaires facilitant l'appropriation privée par brevet. Aussi il est ainsi bien difficile de se revendiquer d'une "approche systémique" pour obtenir des fonds qu'ils soient nationaux ou européens. On peut alors analyser le "retard" des recherches globales (systémiques, holistiques) sur le vivant à l'aune du peu d'intérêt que lui manifestent les bailleurs potentiels, publics notamment.

Faire décoller ces recherches serait pourtant salutaire, tant pour la compréhension du vivant, l'intégration de la diversité dans nos modes de connaissance, que pour créer un effet d'entraînement qui permettrait de démontrer le bien-fondé de ces approches, et donc de réorienter progressivement la recherche publique vers de nouveaux paradigmes. Mais pour que ces recherches voient le jour, il faut bien souvent qu'elles aient trouvé des sources de financement. C'est là l'objet de cette étude de faisabilité menée conjointement par GEYSER et BEDE pour la mise en place d'un mécanisme approprié pour financer ce type de recherches globales sur le vivant, différentes et complémentaires des actuelles approches analytiques.

L'étude explore plusieurs pistes pour le montage du mécanisme financier en cherchant à répondre aux questions : faut-il s'appuyer sur des structures et programmes de recherches existants, sans prétendre monter de structures spécifiques ? Faut-il au contraire monter une structure spécifique pour recueillir des fonds ? Et si oui, sous quelle forme ? Le statut de Fondation est-il adapté ? Et si oui, lequel choisir (fondation d'utilité publique ? de recherche ? de coopération scientifique ?...). Comment et où aller chercher les fonds ? Comment communiquer vis-à-vis de l'extérieur ? Comment gérer ces fonds ? et quel budget estimatif prévoir pour les premières années de fonctionnement ? Des propositions chiffrées sont avancées.

Nous avons été accompagnés, au cours de cette étude, par un "groupe d'intérêt" composé d'associations, d'entreprises et de chercheurs, souhaitant la mise en place d'une Université du Vivant. C'est donc tout naturellement que les conclusions préliminaires de cette étude leur ont été présentées.

"La mise en place d'un mécanisme financier indépendant pour le développement des recherches et de la formation sur les approches globales du vivant"

Robert Ali Brac de la Perrière (BEDE), Frédéric Prat (Geyser), mai 2008

Cette étude a été financée par la Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (Fph).

(Stagiaires/collaborateurs

Pauline Bouhelier

Formation d'Ingénieur Agronome, Ensat Toulouse
Février à juin 2008 - Pauline a réuni et synthétisé les différents comptes-rendus des échanges paysans réalisés dans le cadre du projet "Semences de connaissance Europe", ce qui a abouti à la réalisation d'un CD-Rom et d'un livret traduits en 7 langues.

Johann Lecocq

Formation d'Ingénieur Agronome, Supagro Montpellier
Juillet à août 2008 - Johann réunit une bibliographie sur les pratiques existantes de réintroduction des semences dans le cadre du projet "Semences de Crises".

Silvio Distillo

Master en Etudes Eco. et Sociales, Univ. de Calabre (It.)
Juin à septembre 2008 - Erasmus, Silvio enquête en France sur les semences paysannes et la souveraineté alimentaire. Il étudie les processus déterminants du détachement du marché (autonomie, autoproduction des semences) et réalise un comparatif avec la situation en Italie.

Victoire Girard

Licence d'Economie et Socio, Univ. Paris Dauphine.
Juin à août 2008 - Victoire mène une étude sur les PPDR (Plan de proximité et de développement rural intégré) mis en place par le gouvernement algérien et analyse la façon dont les villageois de Tazla peuvent en bénéficier. Son travail devrait apporter un éclairage sur la manière d'allier les terroirs sources avec les politiques locales, de façon à ce que le financement des actions soit relayé par des fonds publics.

Noureddine Ben Saadoun

Cultivateur de palmier dattier, Beni-Isghen, Algérie
Juillet à septembre 2008 - Noureddine rédige un ouvrage sur son savoir-faire de la culture du palmier-dattier. BEDE va lui apporter son soutien pour la rédaction et l'édition de son livre, en arabe et en français, dans le cadre de la perspective d'un terroir-source à Ghardaïa.

(Soutenez nos actions

BEDE est une association de solidarité internationale sans but lucratif. Notre indépendance dépend de la diversité de nos financements.

Si vous souhaitez soutenir nos efforts dans la diffusion et l'échange d'expériences sur la biodiversité, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, vous pouvez apporter votre contribution financière. En tant que membre bienfaiteur, vous recevrez notre bulletin d'information et le rapport d'activité annuel.

BEDE est labellisé 1% pour la Planète
www.onepercentfortheplanet.org/fr/

Envoyez vos dons à l'Association BEDE
47 place du Millénaire - 34000 Montpellier

Extrait du document d'intention de l'Université du Vivant (juin 2008)

".../ L'Université du Vivant (UV) est un espace d'échanges, de recherche et de formation ayant pour vocation de contribuer au :

- au développement de connaissances s'intéressant à la nature spécifique du vivant en établissant les bases épistémologiques et expérimentales. La prise en compte d'inspirations diverses notamment spiritualiste et matérialiste est au cœur de la démarche ;
- au partage, à l'échange, l'accueil et l'appui pour une recherche autonome, indépendante, en privilégiant une co-construction plurielle et participative des savoirs ;
- au développement de principes éthiques d'action, d'orientation et de conseil, en respectant la liberté et l'éthique d'une démarche autonome des chercheurs..."